

Ce malaise qui colle toujours à la peau des enseignants

- Plus de 12 millions d'élèves font ce jeudi leur rentrée scolaire.
- François Hollande revient à Orléans, cinq ans après son discours sur l'école.

ÉDUCATION

Marie-Christine Corbier

@mccorbier

C'est le jour J pour plus de 12 millions d'élèves qui reprennent, ce jeudi, le chemin de l'école. Un jour particulier, aussi, pour François Hollande, dont c'est la dernière rentrée scolaire du quinquennat, lui qui avait fait de l'éducation la priorité. Le chef de l'Etat sera pour l'occasion à Orléans, dans un collège et une école classés en éducation prioritaire renforcée (REP+), avec la ministre de l'Éducation. L'endroit a été choisi pour illustrer les nouveaux moyens que la gauche a alloués à l'éducation prioritaire et à leurs enseignants, cinq ans après son discours de campagne sur l'école, dans cette même ville.

En 2012, les attentes du monde enseignant étaient grandes. Quatre ans plus tard, le malaise enseignant n'a pas disparu. « On a perdu en partie notre clientèle électorale, admettait récemment un proche du chef

de l'Etat. Notre réforme secoue beaucoup, c'est l'une des plus ambitieuses des dernières décennies. »

Depuis plusieurs mois, l'exécutif multiplie les messages de confiance envers son traditionnel vivier électoral. « Il est indispensable de dire aux enseignants à quel point nous sommes fiers du travail qu'ils accomplissent », affirmait encore lundi Najat Vallaud-Belkacem.

Les syndicats partagés

Mais « on ne peut pas dire qu'il faut faire confiance aux personnels et écrire, par ailleurs, que les élèves ne faisaient que s'ennuyer au collège pour justifier d'une réforme », tacle la secrétaire générale du SNES-FSU, Frédérique Rolet. Elle a aussi en tête le décret et l'arrêté sur la réforme du collège, publiés par Matignon au lendemain d'une grève. « Tout ce qui a été dit fait mal et c'est difficile à rattraper », poursuit-elle. Son syndicat appelle à une grève le 8 septembre pour protester contre la réforme du collège, avec FO, la CGT, SUD, le SNEP-FSU et le Sudep.

« Il faut dire aux enseignants combien nous avons confiance en eux et qu'ils sont essentiels pour la République. »

FRANÇOIS HOLLANDE

Avec ses confrères du SNUipp-FSU pour le premier degré, Frédérique Rolet estime que les enseignants « en ont assez des réformes ». Elle parle d'un « fossé » qui s'est creusé entre les enseignants et un gouvernement qui, depuis deux ans, « était dans la volonté d'afficher qu'il allait tout bouleverser plus que dans la prise en compte réelle des problèmes ». « Les enseignants sont désabusés, poursuit-elle, mécontents de leurs conditions de travail et inquiets d'un plan de revalorisation

qui vient trop tard, à partir seulement de 2017 ». « Il faut sortir du discours catastrophiste, estime au contraire le secrétaire général du SE-UNSA, Christian Chevalier. Il n'y a pas de malaise général des enseignants car on ne peut plus parler des professeurs comme d'un bloc uniforme. Ils viennent de plus en plus d'origines variées. Il peut y en avoir qui sont mal dans leur peau mais il y a aussi ceux qui ont envie de réussir, de partager, et qui passent une partie des vacances à travailler. »

Le SE-UNSA et le SGEN-CFDT saluent la revalorisation de l'indemnité dans le premier degré (+86 euros net par mois) et l'accord du printemps dernier sur la « revalorisation » et la « reconnaissance » du travail enseignant, avec des changements substantiels dans les déroulements de carrière des enseignants. A partir de 2020, un enseignant certifié, faisant une carrière complète (classe normale et hors classe), gagnera au total 23.000 euros de plus qu'aujourd'hui, souligne-t-on au ministère de l'Éducation. ■